fr

Press release | 11.10.2011

Marées vertes

devant l'inaction de la France, l'Europe appelée à agir

Mardi 11 octobre 2011, Europe Ecologie Les Verts Bretagne et des représentants d'associations ont officiellement déposé une pétition devant le Parlement européen à Bruxelles pour amener l'Etat français à mettre fin aux pollutions des eaux en Bretagne et en France, dont les marées vertes sont le symptôme le plus visible. Cette démarche revêt un écho particulier, le jour où la France vient de publier un décret permettant d'accroître les quantités d'azote pouvant être épandues.

A l'occasion de cette conférence de presse, **Sandrine Bélier**, à qui la pétition a été remise en tant que membre de la Commission des Pétitions, a souligné l'importance de cette initiative pour renforcer la pression politique sur la Commission européenne et avoir des réponses précises de l'Etat français dans un souci de transparence à l'égard des citoyens. Car selon l'eurodéputée, ce n'est pas un plan algues vertes qu'il faut, c'est un nouveau plan agricole.

Europe Ecologie Les Verts Bretagne et ses élus ont rappelé qu'ils ont déposé un recours pour manquement auprès de la Commission européenne en octobre 2010 et que malgré les annonces gouvernementales, aucune mesure structurelle significative pour améliorer la situation n'a été prise. Par cette pétition, ils interpellent une nouvelle fois les instances européennes pour amener l'Etat français à agir de manière loyale.

Pour les représentants associatifs présents, le plan algues vertes mis en place en Bretagne sera inefficace. En effet, il prévoit de repousser la mise en conformité à la directive cadre sur l'eau en Bretagne de 2015 à 2027. Les marées vertes sont devenues non seulement un enjeu environnemental mais également un enjeu de santé publique. Alors que de nombreuses plaintes pour mise en danger de la vie d'autrui sont en cours d'instruction en France, ils craignent, faute de mesures efficaces, d'autres accidents dramatiques.

Une réunion constructive a également eu lieu aujourd'hui avec des représentants de la Commission européenne. Le 18 octobre, une réponse de la France est attendue sur ce dossier. Faute de mise en conformité avec le droit européen, le couperet pourrait tomber. La France est en effet un des plus mauvais élèves de l'Union Européenne au niveau de l'application des directives relatives à la qualité des eaux, dont la directive Nitrates. Pourtant, la Commission a rappelé que d'autres Etats membres ont su mettre en place des plans d'action efficaces et ambitieux.

Etaient présents à cette conférence de presse les eurodéputés Europe Ecologie Les Verts Sandrine Bélier, Yannick Jadot, Nicole Kiil-Nielsen et José Bové ainsi que Janick Moriceau, conseillère régionale EELV

Bretagne en charge des questions économiques et maritimes pour le groupe des élu-e-s EELV, Guy Hascoët, président du groupe EELV Bretagne au Conseil Régional, René Louail, conseiller régional EELV Bretagne en charge des questions agricoles pour le groupe des élu-e-s EELV, Jean-Pierre Trillet, secrétaire régional d'EELV Bretagne, André Ollivro, Président de l'association "Sauvegarde du Penthièvre" et Yves-Marie Le Lay, Président de la fédération d'associations "Sauvegarde du Trégor".

Recommended

Opinion

© Christian Kaufmann

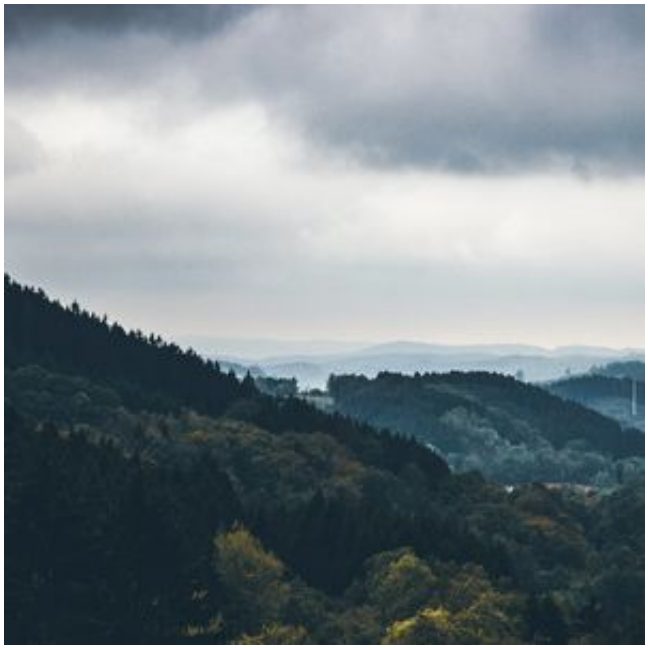


Healthy food starts with healthy farming. Europe must …

04.11.2026

Press release

sebastian-johann



Commission launching an attack against nature

04.11.2026

Press release

Image by joakant from Pixabay



The World must triple efforts to save nature

29.10.2026

Press release



Conservatives and Social Democrats Put Jobs at Risk

22.10.2026

Responsible MEPs



José Bové

Member



Yannick Jadot

Member

Please share

- E-Mail